

# **RAPPORT ANNUEL 2014-2015**



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires  
960, ave Carling, CEF  
Immeuble 49, bureau 318  
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593  
F : 613-232-3838

[www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)  
[info@capi-icpa.ca](mailto:info@capi-icpa.ca)

David McInnes, Président et chef de la direction: [mcinnesd@capi-icpa.ca](mailto:mcinnesd@capi-icpa.ca)  
Daniel Yeon, Vice-président, opérations: [yeond@capi-icpa.ca](mailto:yeond@capi-icpa.ca)

# Mission

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) est un forum indépendant et impartial qui œuvre pour la réussite du secteur agricole et agroalimentaire canadien. Il identifie les nouveaux enjeux, favorise le dialogue et présente des options de solutions aux enjeux de concert avec les intervenants de toute la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire ainsi qu'avec des représentants des universités, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs partout au Canada. L'ICPA est un catalyseur.

L'ICPA, dont le siège social est situé à Ottawa, a été constitué en société sans but lucratif en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration, dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif.

C'est dans une perspective à plus long terme que l'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants:

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue par les moyens suivants :
  - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
  - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
  - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
  - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
  - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
  - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

## Pour rejoindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

David McInnes  
 Président et chef de la direction  
 Institut canadien des politiques agro-alimentaires  
 960, avenue Carling, CEF  
 Immeuble 49, pièce 318  
 Ottawa, ON, K1A 0C6  
 Téléphone: 613-232-8008  
 Courriel: [info@capi-icpa.ca](mailto:info@capi-icpa.ca)  
 Twitter: @CdnAgriFood

# Message du président du conseil

Au nom du conseil d'administration, je désire exprimer ma reconnaissance à l'équipe de l'ICPA pour une année d'activités soutenues sur les plans de la recherche, de la sensibilisation et de la promotion du dialogue. La réalisation du projet portant sur la transformation alimentaire, comptant plus de 20 rapports individuels et d'études de cas, ainsi que notre mission commerciale en Chine (et son rapport) ont beaucoup contribué à l'analyse des enjeux agroalimentaires. De nouvelles idées ont été mises de l'avant, et nous avons intéressé plusieurs nouveaux intervenants aux travaux de l'ICPA. Ces rapports ainsi que d'autres initiatives ont servi d'amorce à des discussions fort pratiques avec les intervenants en matière de stratégie de politique publique, ce qui augure bien pour le nouvel exercice financier. Déjà, nos idées de 2014-2015 ont pris racine.



Le conseil d'administration et moi-même sommes d'avis que l'ICPA a pris son envol. Nous sommes devenus le seul institut national indépendant dans le milieu agroalimentaire capable d'offrir aux intervenants un véritable lieu de rencontre sans parti pris. C'est à partir de cette position crédible que nous continuerons, au fil des ans, à être l'endroit privilégié où analyser les enjeux pertinents et réaliser le changement. Nous prévoyons arriver à rallier encore plus d'appui aux futurs projets de l'ICPA.

Je remercie nos administrateurs, nos nombreux conseillers, membres et partenaires pour leur soutien indéfectible, leurs judicieux conseils et leurs idées réfléchies permettant de mieux cibler nos efforts. J'aimerais aussi remercier Owen McAuley, l'un des administrateurs fondateurs, Paul Paquin et Margaret Rempel pour leurs loyaux services au sein du conseil et je souhaite la bienvenue à quatre nouveaux administrateurs soit Richard Gray, Claude Lafleur, David Rourke et John F.T. Scott.

Ted Bilyea  
Chair

# Message du président et chef de la direction

Quand nous présentons nos travaux à l'industrie, au gouvernement et à d'autres intervenants, je ne cesse d'être étonné par la prétendue « formule » qui assure un dialogue productif. Des données éclairées définissent les enjeux. Les exemples tirés des analyses de cas illustrent des concepts éprouvés. Des principes clés rallient divers intervenants autour d'idées communes. Notre recherche amalgame souvent ces éléments. Bien que nous puissions faire davantage pour améliorer notre savoir et notre compréhension des changements auxquels fait face le secteur agroalimentaire, nos efforts pour présenter des perspectives équilibrées et notre recours aux faits, à un vaste savoir et à des principes nous rapprochent de plus en plus d'intervenants qui veulent en savoir davantage sur nos travaux et collaborer avec nous.



Notre programme de recherche sur la transformation alimentaire a établi la base à partir de laquelle l'industrie, les gouvernements et les secteurs d'appoint évaluent leurs options visant à améliorer la compétitivité de cet important segment du secteur agroalimentaire. Nos initiatives en matière de commerce ont engendré des idées sur la meilleure façon de positionner le secteur pour faire la concurrence dans cette nouvelle réalité commerciale en constante évolution. De nouvelles façons permettant aux entreprises d'augmenter leurs exportations vers la Chine en sont de beaux exemples. À ces deux égards, nos idées sont en cours d'adoption et inspirent de nouveaux dialogues.

J'aimerais remercier notre président, Ted Bilyea, ainsi que les administrateurs pour leurs précieux conseils qui nous auront permis de réaliser notre ambitieux plan. En outre, nous sommes redevables à nos commanditaires, nos membres, nos conseillers, nos partenaires, nos chercheurs et professionnels pour leur contribution à la recherche et aux excellents efforts de sensibilisation. J'exprime mes sincères remerciements à Daniel Yeon, Kim Kelly et Chelsea Berry, l'équipe de l'ICPA. Ce sont eux qui nous permettent de répondre aux attentes et de réaliser tout ce que nous entreprenons.

David McInnes  
Président et chef de la direction

# Faits saillants de l'année

Au cours de l'exercice financier 2014-2015, les travaux de l'ICPA ont surtout porté sur la réalisation d'une analyse approfondie de la transformation alimentaire et le commerce international. Nous avons aussi été témoins de l'adoption d'idées issues de nos recherches précédentes.

## Transformation alimentaire

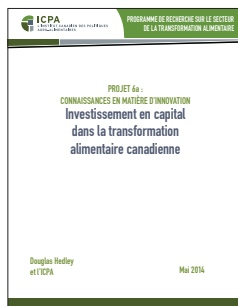
Les multiples projets de recherche de l'ICPA ont porté sur divers facteurs, dont la compétitivité, qui influent sur le secteur de la fabrication alimentaire canadienne. Au cours de l'exercice financier nous avons publié 13 études de cas, une analyse comparée de tous les cas et quatre rapports sur les consommateurs et les marchés dont un sur l'innovation (voir ci-après). Le dernier rapport intitulé *Mener le secteur de déficits commerciaux vers un renouveau concurrentiel* a été publié en juin 2014.



- **Analyse** : pourquoi des entreprises alimentaires réussissent (13 analyses de cas).
- **Conclusion** : la croissance résulte de quatre attributs de réussite :
  - Raison d'être claire et précise
  - Approches uniques et différenciés
  - Ampleur des relations de l'entreprise
  - Conditions externes favorables.



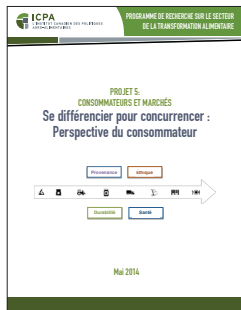
- **Analyse** : Attirer les talents et compétences requis pour aider l'entreprise à concurrencer.
- **Conclusion** : Accorder au secteur alimentaire un soutien financier public (y compris du financement) à la mesure de son importance.



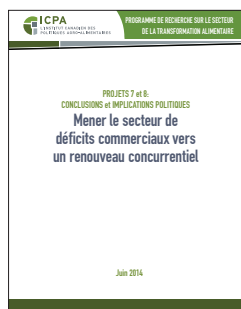
- **Analyse** : Tendances de l'investissement en transformation alimentaire.
- **Conclusion** : Une meilleure balance commerciale résulte en un investissement net positif en machinerie et équipement.



- **Analyse** : Innovation possible pour les petits transformateurs par l'exploitation des aliments hors grade.
- **Conclusion** : Occasions patentées pour l'accès à ce type de marché mais une évaluation plus poussée est de mise.



- **Analyse** : Hausse des attentes consommation/sociétales.
- **Conclusion** : « Confiance » et « authenticité » créent des occasions comme attributs de différenciation, gages d'avantage concurrentiel.



- **Conclusion**: Résumé de nos travaux en transformation alimentaire (fondé sur 23 rapports) :
  - La transformation alimentaire est un pivot économique alors que 40% de la production agricole du pays sont transformés au Canada
  - Importance stratégique de l'ajout de valeur aux ingrédients pour tout le secteur agroalimentaire canadien
  - Le chemin de la réussite varie d'une entreprise à une autre (ex. d'une entreprise en démarrage à une multinationale) comme partie intégrante d'une nouvelle stratégie sectorielle :
    - Actions gouvernementales pour soutenir le premier secteur manufacturier
    - Actions des entreprises pour se différencier.

Au cours de l'exercice financier, les travaux de l'ICPA ont intéressé divers média d'information et publications commerciales, ont fait l'objet de dialogues auprès des intervenants et de démarches de sensibilisation, et ont été utilisés ou adaptés de biens des façons. Par exemple :

- Notre rapport *Talents, compétences et effectifs : assurer l'innovation en transformation alimentaire* a servi d'inspiration à la Mitacs, un organisme fédéral/provincial actif dans le domaine des compétences et de la formation, dans ses efforts pour accroître ses rapports avec le secteur de la transformation alimentaire.
- L'ICPA a signé un protocole d'entente avec le Schulich Executive Education Centre visant l'élaboration d'un cours basé sur nos études de cas en transformation alimentaire (dispensé par le Schulich).
- L'ICPA s'est associé à FAST INNOVATEUR, une initiative de l'Institut sur la nutrition et les aliments fonctionnels (INAF) de la faculté des Sciences, de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Université Laval dans le cadre d'un programme de perfectionnement en gestion de l'innovation dans l'industrie de la transformation alimentaire.
- L'ICPA a appuyé la tenue de réunions conjointes de la Fédération canadienne de l'agriculture et des Food Processors of Canada et leurs entretiens sur des enjeux communs des producteurs et des transformateurs.

- L'analyse des études de cas de l'ICPA a soulevé l'intérêt de Collèges et instituts Canada qui a invité l'ICPA à faire part de ses constatations lors de son Symposium en entrepreneuriat tenu à la ville de Québec.
- Les études de cas de l'ICPA ont été présentées sur le site web d'Exportation et développement Canada dans le cadre de son programme d'Éducation jeunesse.
- L'ICPA a pris part au comité consultatif d'un projet commandité par Industrie Canada pour l'analyse de l'automatisation et de la robotique dans l'industrie de la transformation alimentaire au Canada, en UE et dans les autres pays concurrents. Le concept du projet a été proposé par l'ICPA en marge de sa recherche sur le secteur par la suite reprise et affinée par le gouvernement fédéral.
- L'ICPA a joué un rôle clé lors du Sommet du premier ministre de l'Ontario tenu en novembre 2014. L'ICPA y a présenté les résultats de son projet sur la transformation alimentaire et a entamé un vaste dialogue avec les leaders provinciaux de l'agroalimentaire en matière de changement et de stratégie. En outre, l'ICPA a aussi présenté ses travaux à d'autres intervenants lors d'événements tels l'assemblée annuelle de stratégie commerciale du Conseil de la transformation du Québec (CTAQ), association québécoise des transformateurs alimentaires.

*« Ce ne sera qu'avec l'aide de leaders visionnaires que les entreprises de transformation alimentaire canadiennes connaîtront la réussite, et à la capacité de ces derniers à collaborer à l'échelle mondiale en ayant recours à l'innovation ouverte. Grâce aux études de cas de l'ICPA, nous sommes maintenant en mesure de centrer stratégiquement nos efforts pour répondre aux défis de l'industrie, et d'être plus efficaces dans notre quête de solutions novatrices en collaboration avec des partenaires de classe mondiale dans un réseau d'innovation alimentaire international. »*

— Jean-Claude Dufour,  
doyen de la faculté des Sciences,  
de l'Agriculture et de l'Alimentation de  
l'Université Laval

## Commerce

### Dialogues commerciaux

En partenariat avec la section québécoise du Conseil commercial Canada-Chine, l'ICPA a organisé un événement à Montréal en août 2014 visant à aider les entreprises alimentaires canadiennes à exporter en Chine. Le conférencier invité était M. Andrew Wu, de la Louis Vuitton Moët Hennessy, Chine, et quelque 45 entreprises et organisations ont pris part à l'événement. Une rencontre semblable avait déjà été tenue à Toronto en 2013.

Le président du Conseil Ted Bilyea et le président et chef de la direction David McInnes ont fait une présentation au comité permanent sénatorial de l'Agriculture et des Forêts au premier jour de ses audiences sur les priorités du secteur agricole et agroalimentaire canadien en matière d'accès aux marchés internationaux. Leurs propos traitaient de la question suivante : « Comment le secteur agroalimentaire canadien peut-il se démarquer dans un contexte de globalisation croissante de la production et de l'approvisionnement alimentaire ? »



## Accords commerciaux

Le rapport *Mise à profit des accords commerciaux pour assurer la réussite dans les marchés mondiaux*, des auteurs John Weekes (Bennett Jones), Al Mussell (anciennement du George Morris Centre) et David McInnes, a été publié début septembre. Dans le cadre d'autres travaux de sensibilisation, l'ICPA a tenu à Calgary une rencontre d'échanges avec des représentants du secteur agroalimentaire de l'Alberta. L'événement portant sur le contenu du rapport a été commandité par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et du Développement rural de l'Alberta.



- **Analyse** : La nature évolutive des accords commerciaux et le meilleur positionnement pour assurer l'accès.
- **Conclusion** : La réussite à l'échelle mondiale suppose l'excellence en termes d'accès commercial, de facilitation des échanges commerciaux et d'anticipation des marchés.

## Mission commerciale en Chine

En novembre 2014, l'ICPA organise une mission sans précédent à Shanghai et Beijing dans le but de présenter plusieurs entreprises et organisations alimentaires canadiennes à des épiciers, détaillants en ligne et instances gouvernementales chinois. La démarche a permis à l'ICPA d'acquiescer de première main des perspectives sur les enjeux d'exportation/importation propres au plus important marché émergent. L'ICPA a identifié des concepts de politiques publiques constructifs pouvant servir à raffermir les liens commerciaux entre le Canada et la Chine. Ces perspectives ont été affinées dans le rapport de l'ICPA intitulé *Concurrencer dans le plus important marché émergent au monde*, publié en février 2015.

Suite à la publication de ce rapport, le gouvernement de l'Ontario a émis un communiqué à l'appui de l'une des suggestions de l'ICPA. Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario a annoncé qu'il adopterait la recommandation de l'ICPA visant la création d'un guide de référence sur l'exportation vers la Chine et l'amélioration de l'accès au marché. (Nota : ceci a eu lieu suivant la clôture de l'exercice financier.)



- **Analyse** : La conduite des affaires des détaillants alimentaires chinois et la domination des concurrents relative aux produits alimentaires canadiens.
- **Conclusion** : le positionnement du Canada nécessite :
  - Une meilleure aide en termes d'accès et de réglementation à l'exportation d'aliments à valeur ajoutée
  - Une meilleure valorisation de la marque alimentaire canadienne auprès des détaillants sur place et en ligne.

## Cinquième conférence annuelle sur les politiques agricoles canadiennes

En janvier 2015 l'ICPA était le commanditaire principal d'une conférence sur les politiques agricoles tenue par la Société canadienne d'agroéconomie d'Ottawa. L'ICPA a organisé une séance consacrée exclusivement au commerce Canada-USA intitulée Mise à profit de l'accès au marché européen grâce à une collaboration innovatrice. L'événement auquel a collaboré l'ambassade du Royaume des Pays-Bas présentait quatre conférenciers dont deux du Canada et deux des Pays-Bas.

## Avancement de nos travaux antérieurs

### Agriculture en classe Canada

Les travaux antérieurs de l'ICPA sur les systèmes alimentaires ont inspiré le titre de la publication *Tout au sujet de l'alimentation : Aperçu du système alimentaire* (5e édition) produite en mi année par Éducation agroalimentaire de l'Ontario. Ce matériel facile d'emploi pour les étudiants a été adapté par l'Agriculture en classe Canada, initiative pour offrir un outil de référence aux éducateurs et étudiants partout au Canada. Le concept de système alimentaire de l'ICPA a servi à illustrer les rôles et rapports entre les nombreux acteurs responsables de la production et de l'approvisionnement alimentaires.

### Innovation

En juin 2014, le Comité sénatorial permanent d'agriculture et des forêts publiait son rapport intitulé *L'innovation agricole : un élément clé pour nourrir une population en pleine croissance*. En 2012, l'ICPA avait été invité à témoigner lors des délibérations du Comité sur l'innovation dans le secteur agroalimentaire. Le rapport notait ce qui suit : « Certains témoins dont Gordon Bacon, président directeur général de la Pulse Canada, et David McInnes, président et chef de la direction de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, sont d'avis que le Canada devrait se distinguer en termes de qualité, de salubrité et de notoriété de ses produits. » L'ICPA obtient aussi une autre mention dans le rapport. L'ICPA ne s'est pas vu mentionné directement au nombre des recommandations précises du rapport mais la pensée et l'approche de l'Institut en matière d'innovation se reflètent dans certaines propositions de ce dernier. Par exemple la recommandation 17 invite instamment Agriculture et Agroalimentaire Canada à renforcer la collaboration verticale et interdisciplinaire en encourageant les échanges avec les consommateurs, le milieu universitaire et les ministères et organismes fédéraux. Il s'agit là un élément clé de l'approche basée sur les systèmes alimentaires de l'ICPA.

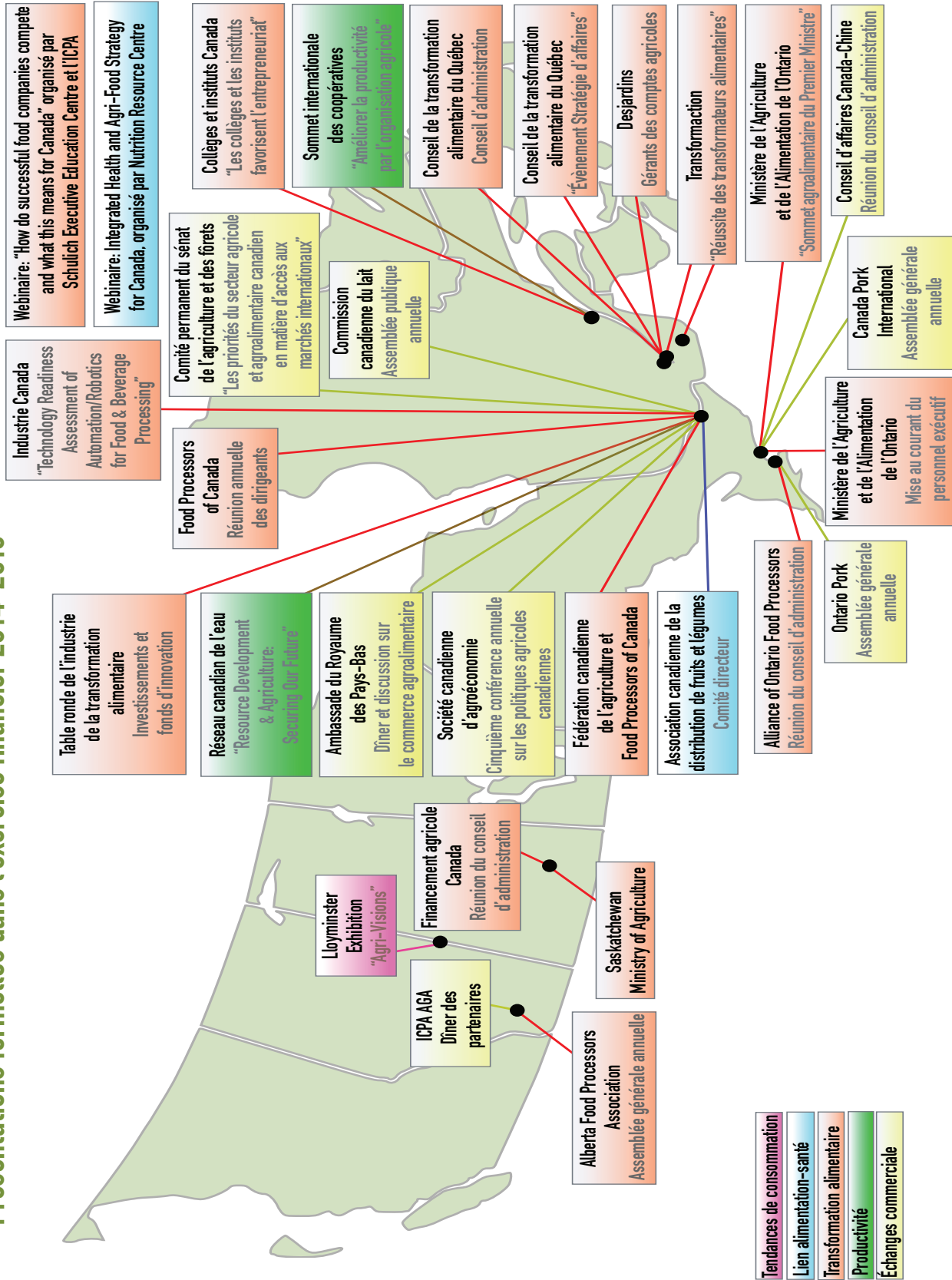
### Eau

L'ICPA a pris part à la table ronde « Développement des ressources et agriculture : assurer notre avenir » en marge de la conférence « Connecting Water Resources 2015 » organisée à Ottawa par le Réseau canadien de l'eau.

### Communications

Suite à des demandes de plusieurs organisations partout au pays, l'ICPA a partagé ses résultats et a incité plusieurs intervenants à engager divers types de dialogues. Un résumé de ces initiatives figure sur la carte ci-après.

Présentations formelles dans l'exercice financier 2014-2015



## Gouvernance

L'ICPA respecte les modalités et conditions établies au moment de sa création. La charte de l'ICPA (mentionnée plus haut) détermine la façon selon laquelle l'Institut réalise ses activités et demeure imputable. Par souci de bonne gouvernance, l'ICPA revoit sur une base régulière ses politiques, et les ajuste au besoin, pour assurer la transparence, l'intégrité, la clarté et l'efficacité de ses pratiques managériales. L'ICPA a complété sa démarche en vue de se conformer aux dispositions de la nouvelle *Loi canadienne sur les organismes à but non lucratif*.

Dans l'exécution de ses travaux, l'ICPA peut compter sur l'expérience approfondie et les connaissances de ceux qui le gèrent. Les membres du conseil d'administration de l'ICPA proviennent de toutes les régions du pays et représentent les intérêts du secteur agricole et agroalimentaire, des politiques publiques et du gouvernement, du milieu de la recherche et du monde des affaires. Le président et chef de la direction relève du président du conseil d'administration. Au cours de l'exercice financier 2014-2015, l'ICPA a accueilli à titre de nouveaux administrateurs Richard Gray, professeur au Department of Bioresource Policy, Business and Economics de l'Université de la Saskatchewan; Claude Lafleur, directeur général d'IFFCO Canada ; David Rourke, producteur; et John F.T. Scott, président de Vineland Research and Innovation Centre. L'ICPA et son conseil d'administration désirent exprimer leurs remerciements aux trois administrateurs sortant : Paul Paquin (Québec), Owen McAuley (Manitoba) et Margaret Rempel (Manitoba). Owen McAuley a été nommé membre honoraire de l'ICPA.

L'ICPA compte trois membres votants, soit le Alberta Agriculture and Rural Development, Financement agricole Canada et le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, ainsi qu'un membre associé, soit le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. L'ICPA compte aussi cinq membres honoraires soit le Dr. Robert Church et messieurs Kenneth Knox, Gaëtan Lussier, Owen McAuley et Chuck Strahl.

Le comité consultatif de l'ICPA est constitué d'intervenants de partout dans le système alimentaire et jouit d'une complète indépendance à l'égard de l'Institut. Il prodigue avis et conseils avertis au conseil d'administration et au président du conseil en matière d'agenda de recherche en politiques et d'enjeux de politiques publiques émergents. Agriculture et agroalimentaire Canada est membre d'office du comité consultatif. Au cours de l'exercice financier Perry Caicco, Directeur général, Marchés des actions, Services bancaires de gros de la banque CIBC, s'est joint au comité consultatif. L'ICPA et ses administrateurs tiennent à remercier trois membres sortant du comité consultatif, soit Diane Brisebois, Nancy Croitorou et Howard Wheeler.

## Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA. En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale.

Un sommaire des états financiers de l'ICPA, en date du 31 mars 2015, figure ci-après.

# Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

## Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2015 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 4 juin 2015. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état résume des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

## Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

## Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2015 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptables professionnel agréés, comptables agréés  
Experts-comptables autorisés

*Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.n.*

Le 4 juin 2015

# ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice clos le 31 mars 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
	\$	\$
<b>REVENUS</b>		
<b>Apports</b>		
Long terme	1 152 381	1 261 351
Initiaux	59 099	-
Autres contributions	128 895	155 819
Revenus d'intérêt	1 319	1 381
Autres	-	10 000
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	3 245	2 785
	<b>1 344 939</b>	1 431 336
<b>DÉPENSES</b>		
Administration	272 700	212 360
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	210 433	306 672
Projets	722 821	900 922
Activités de programmes - Projets ICPA	135 385	-
	<b>1 341 339</b>	1 419 954
<b>EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES</b>	<b>3 600</b>	11 382
<b>ACTIF NET AU DÉBUT</b>	<b>284 782</b>	273 400
<b>ACTIF NET À LA FIN</b>	<b>288 382</b>	284 782

# BILAN RÉSUMÉ

au 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Espèces	341 422	482 948
Débiteurs	206 126	125 906
Frais payés d'avance	7 387	13 463
	<b>554 935</b>	622 317
Immobilisations corporelles		
Immobilisations corporelles	7 758	6 455
Placements à long terme	9 791 231	10 556 758
	<b>10 353 924</b>	11 185 530
<b>PASSIF</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	120 626	132 509
Apports reportés	145 927	205 026
	<b>266 553</b>	337 535
Apports reportés à long terme		
Apports reportés à long terme	9 791 231	10 556 758
Apports reportés - immobilisations corporelles	7 758	6 455
	<b>10 065 542</b>	10 900 748
Engagements		
<b>ACTIF NET - NON AFFECTÉ</b>		
	<b>288 382</b>	284 782
	<b>10 353 924</b>	11 185 530

Au nom du conseil

